



HAL
open science

La figure de Saint-Simon dans les discours technocratiques français

Alexandre Moatti

► **To cite this version:**

Alexandre Moatti. La figure de Saint-Simon dans les discours technocratiques français. 21e Journées d'Histoire du Management et des Organisations (21e JHMO) " Les Utopies managériales ", Organisées par l'AHMO, l'Université de Technologie Belfort-Montbéliard, le LSH (Laboratoire des Sciences Historiques, EA 2273) de l'Université de Franche- Comté), Mar 2016, Sevenans, France. halshs-01306320

HAL Id: halshs-01306320

<https://shs.hal.science/halshs-01306320>

Submitted on 22 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

21^e Journées d'Histoire du Management et des Organisations (21^e JHMO)
« Les Utopies managériales »
16, 17 et 18 mars 2016. Lieu : UTBM Sevenans (Territoire de Belfort)

Organisées par l'AHMO, l'Université de Technologie Belfort-Montbéliard, le LSH (Laboratoire des Sciences Historiques, EA 2273) de l'Université de Franche-Comté

<http://ahmo.hypotheses.org/1148>



Intervenant (communication donnée le jeudi 16 mars à 11h, UTBM Sevenans) :

Alexandre Moatti, polytechnicien, ingénieur en chef des Mines, chercheur associé à l'université Paris-Diderot (laboratoire SPHERE UMR7219). Il a présidé la SABIX (Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique) de 2008 à 2014.

<http://www.sphere.univ-paris-diderot.fr/?MOATTI-Alexandre>

www.moatti.net

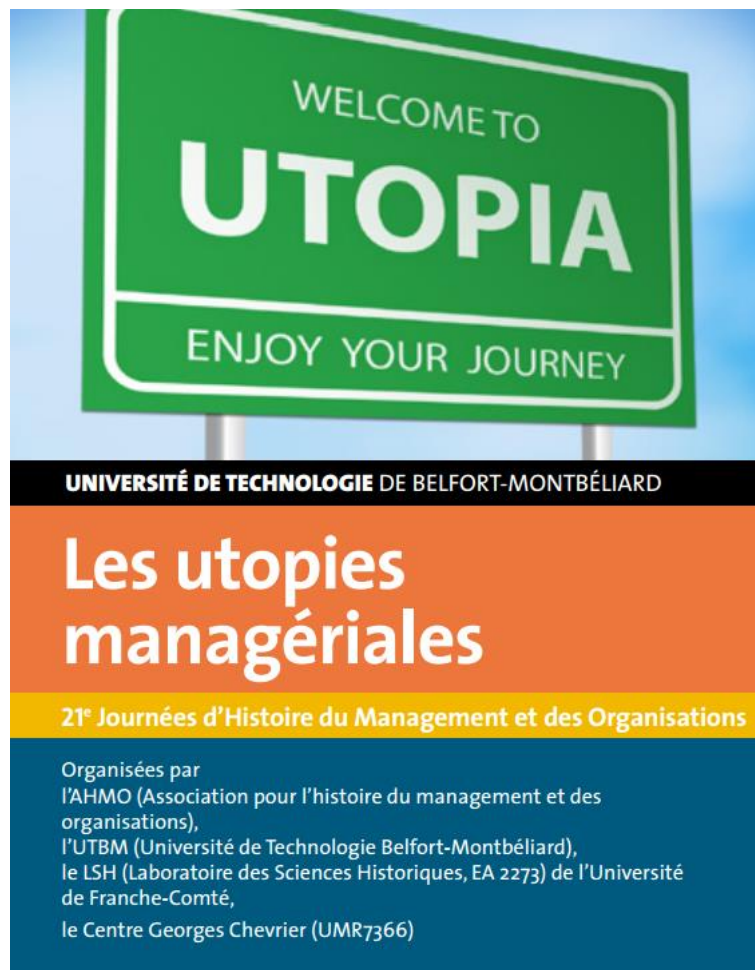


Résumé :

Cette communication vise à investiguer, en s'appuyant sur diverses sources contemporaines et historiques ainsi que sur une expérience personnelle, comment la figure du comte de Saint-Simon (1760-1825) est invoquée de nos jours dans des discours émanant de milieux de grandes entreprises imbriqués, comme c'est souvent le cas en France, au milieu de la haute fonction publique (grands Corps d'État notamment). Ces discours font apparaître trois vertus cardinales supposées saint-simoniennes : la valeur et la compréhension de la science et de la technique, la définition de politiques publiques en appui au pouvoir politique, la défense d'un « intérêt général » à la tête des grandes entreprises françaises (y compris privées).

Abstract :

This paper, based on various contemporary and historical sources, as well as a personal experience, tends to investigate how the figure of Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825) is mobilized nowadays in some discourses originating from a special French environment, at the border between large French corporations and the highest ranks of French administration (Corps des Mines, Inspection des Finances,...). Relying on the moral value of science and technics, defining public policies on the side of the political power, and finally promoting the notion of “common interest” at the highest ranks of some French enterprises would be the three cardinal virtues of such discourses.



La figure de Saint-Simon dans les discours technocratiques français

Chose peu fréquente dans une communication scientifique, commençons par une anecdote personnelle. Quand, fraîchement issu de l'École polytechnique, j'entrai au Corps des Mines, dans les années 1980, un dignitaire nous harangua comme suit : « Vous êtes les descendants de Saint-Simon. » J'avais quelques vagues souvenirs du mémorialiste de Louis XIV, et me demandais ce qu'il venait faire là. Ce n'est que bien après que je compris que l'orateur se référait au comte de Saint-Simon (1760-1825). Trente ans plus tard, cette figure continue d'être évoquée par une technocratie d'État – corps des Mines et, par extension, milieux polytechniciens¹. Nous souhaitons ici étudier deux types de cette invocation contemporaine et ce qu'ils recouvrent, leurs décalages avec la pensée saint-simonienne, et examiner si une possible filiation historique peut être tirée avec la forte implication des polytechniciens dans le mouvement saint-simonien au XIX^e siècle.

*

Que la technocratie constituée par le corps des Mines se réclame de Saint-Simon peut se comprendre. Ce corps d'État assied son action sur un triptyque : la compétence scientifique et technique (par un recrutement dans une école scientifique de haut niveau, principalement à la sortie de Polytechnique²) ; la définition de politiques publiques (en matière industrielle, technologique et de services notamment) et l'action publique associée ; la direction (postes de président-directeur général ou de membres du comité exécutif) d'entreprises françaises de grande taille (CAC40 notamment). Concernant ce dernier point, c'est une particularité de la France que la plupart de ses dirigeants de grandes entreprises soient issus de la haute fonction publique – soit par la voie « ingénieurs » (X, X-Mines, X-Ponts,...), soit par la voie « sciences politiques et économie » (ENA notamment). Certains « discours managériaux » de dirigeants X-Mines s'ancrent profondément dans le triptyque décrit : ainsi tel dirigeant à la tête d'une grande banque privée française considérera qu'il « y défend l'intérêt général³ », comme s'il était à la tête d'une direction d'administration ou d'un ministère. Comme on peut raisonnablement se demander ce que représente la notion d'intérêt général à la tête

1. Le corps des Mines, officiellement créé en 1810 (il existait des inspecteurs généraux des mines sous l'Ancien Régime), est constitué aux trois quarts de polytechniciens (parmi les premiers du classement de sortie) – le quart restant étant constitué de normaliens ou d'« ingénieurs civils » de l'école des Mines de Paris.

2. On notera d'ailleurs que c'est la seule spécificité – quasi-ontologique – de Polytechnique, comparée à d'autres grandes écoles d'ingénieurs comme Centrale : assurer le recrutement des Corps techniques d'État, et ce depuis sa création en 1794.

3. Intervention du directeur général de la BNP dans un « after-work » de l'Association amicale des ingénieurs des Mines (AAIM), 17 mars 2015.

d'une banque privée, il faut pour la comprendre la transposer à la période où les entreprises publiques étaient beaucoup plus nombreuses et puissantes (jusqu'à la fin des années 1980).

Ainsi, même si elle paraît tenue à tout observateur un tant soit peu externe, on décèle là les principes d'une filiation saint-simonienne chez ces « grands commis de l'État » (qui parfois se considèrent comme tels même à la tête d'entreprises privées) : celui d'une organisation rationnelle de la société, fondée sur la valeur de la science et de la technique ; celui d'une foi en la modernité et en l'industrialisation ; et ce en faveur de tous les citoyens, de la société dans son ensemble (le fameux « intérêt général », représenté par une élite guidant le peuple).

Plus qu'à Saint-Simon lui-même, ces principes se rattachent mieux encore aux saint-simoniens (notamment polytechniciens) – mais c'est un cas assez fréquent dans les filiations de l'utopie saint-simonienne⁴, comme de l'utopie fouriériste, voire de toute utopie. Et même, plus précisément, au saint-simonisme triomphant, celui du Second Empire, celui des « entrepreneurs » Michel Chevalier (X-Mines)⁵ ou Paulin Talabot (X-Ponts), plus qu'au saint-simonisme naissant, juste après la mort du Maître, dans les années 1830 (illustré par la figure de Prosper Enfantin, lui aussi polytechnicien, mais non issu d'un corps d'État).

*

Un acteur institutionnel notable dans ce tableau contemporain est la Fondation Saint-Simon, qui entre 1982 et 1999 (date de sa dissolution) a réuni à la fois des universitaires (F. Furet, P. Rosanvallon,...) et des chefs d'entreprises, issus des voies susmentionnées (ENA, X). Elle se proposait de réunir des personnes partageant « un même ethos modernisateur et réformateur [...] à une période où la gauche française était encore majoritairement empêtrée dans des archaïsmes intellectuels⁶ » ; appelée « cercle de la raison » par l'un de ses membres, elle voulait réconcilier le monde de l'université, celui de l'entreprise et celui de la haute administration en France. D'un côté la science (les universitaires), de l'autre l'entreprise industrielle – toutes deux chères à Saint-Simon ; et entre les deux, faisant la jonction de par leurs études et leur carrière, ces hauts fonctionnaires devenus chefs d'entreprise.

On remarque dans cette Fondation (à propos de laquelle il existe peu de sources documentaires) le lien fort, voire constitutif, qu'elle entretient avec l'entreprise Saint-Gobain⁷, elle-même très symbolique de liens quasi ontologiques avec les corps d'État et

4. « Ce n'est pas Saint-Simon, mais les saint-simoniens qui ont fait le saint-simonisme [...] » : H. Gouhier, *La Jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme*, Vrin, 1964, cité par J. Grange, introduction à *Écrits politiques et économiques de Saint-Simon*, Pocket, 2005.

5. À l'École des mines de Paris, la salle d'honneur, occupée quasi exclusivement par la formation de la quinzaine d'ingénieur du corps des Mines, s'appelle salle « Michel Chevalier ».

6. Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Horizons-Débats, Le Monde*, 23 juin 1999 ([en ligne](#)).

7. Cette entreprise (fondée par Colbert en 1665) a la particularité de faire alterner à sa tête, depuis 50 ans, un ingénieur

leurs « grands commis », tels que Roger Fauroux (inspecteur des Finances, ex-président de Saint-Gobain), Jean-Louis Beffa (X-Mines, son successeur à la tête de Saint-Gobain), ou Alain Minc (inspecteur des Finances, chez Saint-Gobain de 1979 à 1986, où il fut « parrainé » par Fauroux), tous membres actifs de la Fondation Saint-Simon, côté entreprise. Et c'est justement Jean-Louis Beffa (né en 1940), homme d'influence et de réseaux au sein des mondes culturel, administratif et économique parisiens, qui continue à porter le flambeau de la référence à Saint-Simon : longtemps président de l'Association amicale des ingénieurs des Mines (AAIM) (2002-2014), il invoquait Saint-Simon quasiment à chacun de ses discours devant les ingénieurs réunis⁸. Et l'une de ses interviews dans la presse économique en 2013 commence ainsi⁹ : « C'est l'un des derniers "parrains" du capitalisme français. On le dit colbertiste, il se présente lui-même comme saint-simonien. Visiteur du soir de François Hollande et d'Arnaud Montebourg [...] »

Dans ce type d'interventions, de nos jours, le *distinguo* entre colbertisme et saint-simonisme paraît peu signifiant : ce sont à présent de simples catégories, avec un appui très ténu à la pensée ou à l'action de Colbert ou de Saint-Simon – à supposer que ceux qui invoquent ce dernier l'aient réellement lu. La référence à Saint-Simon est cependant plus « moderne » (plus récente historiquement, déjà), plus élitaire (car comprise par un nombre plus réduit de personnes) et plus appuyée sur la science et la rationalité héritée des Lumières que ne l'est la référence à Colbert. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de défendre une politique industrielle d'État, une impulsion de celui-ci dans le développement économique du pays – ce qui fait le pont entre les deux phases successives de la carrière de ces « managers », d'abord dans la haute fonction publique, ensuite dans l'entreprise ; ce qui fait le pont aussi avec leurs collègues « corpsards » restés dans la haute fonction publique. Se déclarer saint-simonien, c'est, quasi *de jure*, se réclamer d'une trace historique qui légitime à parler dans le présent ou à intervenir dans l'action publique ou politique – celle de « l'éminence grise » ou du « visiteur du soir » des gouvernants.

Et l'on pourrait même aller plus loin en suivant la fameuse parabole de Saint-Simon¹⁰. Si la France perdait « ses cinquante premiers ingénieurs civils et militaires », ce serait bien plus grave que si elle perdait « Monseigneur le duc d'Angoulême, [...] tous les

des mines (XM) et un inspecteur des finances (IF), donc tous anciens hauts fonctionnaires : Roger Martin (XM, 1970-1980), Roger Fauroux (IF, 1980-1986), Jean-Louis Beffa (XM, 1986-2007), Pierre-André de Chalendar (IF, depuis 2007). De Roger Martin, on lira la savoureuse autobiographie *Patron de droit divin* (Fayard, 1984) : il y raconte notamment (p. 514-545) une des rares mésaventures qu'il eut à subir, avec la dissolution de l'Institut Auguste Comte (qu'il présidait) par la gauche arrivée au pouvoir en 1981. Cet « Institut Auguste Comte pour l'étude des sciences de l'action », forgé avec le soutien du président de la République V. Giscard d'Estaing (X44, IF), peut lui-même être vu comme une utopie managériale saint-simonienne (à travers la filiation – complexe – entre Saint-Simon et Comte) : c'est là une autre histoire à écrire – sachant que là aussi peu de sources documentaires existent.

8. L'auteur du présent article en témoigne, à travers les nombreuses assemblées de l'AAIM auxquelles il a assisté, placées sous la présidence de J.-L. Beffa.

9. Interview in *La Tribune*, 18 juin 2013 ([lien](#)).

10. In *L'Organisateur*, 1819.

ministres d'État, etc. » : il y a chez ces chefs d'entreprise et hauts fonctionnaires, chez ces grands commis, une propension à se voir comme plus indispensables (et... plus intelligents) que les hommes politiques. Il s'agit bien, selon une autre phrase, qui elle n'est qu'attribuée à Saint-Simon, de substituer au « gouvernement des hommes » (celui des ministres) l'« administration des choses » (par les hauts fonctionnaires et ingénieurs – celle d'une organisation rationnelle et industrielle de la société). La tradition républicaine, démocratique et égalitaire, a nivelé, depuis 1819, cet élitisme technocratique très présent chez Saint-Simon, mais il en reste une trace actuelle, celle de ces « conseillers du Prince » ou « visiteurs du soir ».

*

Examinons à présent les décalages entre cette invocation contemporaine (dans les trente dernières années) et la réalité de la pensée saint-simonienne – même si, comme on l'a dit, l'invocation est plus à rattacher au saint-simonisme du Second Empire qu'à Saint-Simon lui-même.

Tout d'abord, Saint-Simon est un révolutionnaire (ou un post-révolutionnaire, comme on dirait d'un post-moderne) : même s'il est déférent vis-à-vis du pouvoir suprême (l'Empereur avant 1815, le Roi après)¹¹, il veut clairement remplacer une élite (celle de l'aristocratie et des ministres royaux) par une autre (celle des producteurs, savants, industriels, ingénieurs, artisans,...). Or, les managers et hauts fonctionnaires contemporains mentionnés ci-avant – qui d'ailleurs sont des représentants cette nouvelle élite appelée de ses vœux par Saint-Simon – ne sont certainement pas des révolutionnaires : les Grands Corps ne sont pas connus pour cela – on peut même penser que ce type d'institutions vise à persévérer dans son être, et dans sa « fonction d'élite ». Loin d'être révolutionnaires, elles sont au contraire conservatrices d'un ordre établi – celui des grandes écoles et des Grands Corps ; elles sont aussi conservatrices d'un ordre libéralo-capitaliste ou socio-libéral – celui auquel la Fondation Saint-Simon a souhaité convertir la gauche arrivée au pouvoir en France en 1981.

Une seconde ambivalence à explorer est le rapport à la science. Saint-Simon lui-même, qui n'était pas de formation scientifique, avait une certaine ambiguïté vis-à-vis de la science : il admirait la physique newtonienne – selon lui, « l'idée de la gravitation universelle doit servir de base à la nouvelle théorie philosophique » ; mais cette nouvelle théorie – la science de l'homme – ne pourra se faire qu'en reléguant à l'arrière-ban les « brutiers » (physiciens) et algébristes qui n'ont aucun droit à occuper « le poste d'avant-garde scientifique¹² ». Nous émettons ici l'hypothèse¹² que le corps des Mines pourrait

11. Sur la façon dont Saint-Simon porte Napoléon au pinacle, voir A. Moatti, *Alterscience, Postures, dogmes, idéologies*, Odile Jacob, 2013. Par ailleurs, on remarquera que dans la *Parabole*, le Roi n'est pas mentionné – la litanie des inutiles commence avec « Monsieur, frère du Roi ». Saint-Simon lui-même ne manque pas de souligner (*Écrits politiques...* op.cit., p. 235) que sa « parabole » est adressée à ses « concitoyens », desquels il exclut le Roi – sa *Deuxième Lettre*, adressée à ses « compatriotes » l'inclut.

12. Voir A. Moatti, *Alterscience, op.cit.*, p.172-179 ; les locutions entre guillemets de ce paragraphe sont issues de textes

avoir le même rapport ambigu à la science – sur ce point, il se rapprocherait plus de Saint-Simon que de la première vague des saint-simoniens (celle d'Enfantin) : la science n'est qu'objet de discours au corps des Mines, et objet de sélection (recruter les meilleurs de Polytechnique) – elle n'est pas valorisée dans les carrières des membres du Corps. En parler, toujours, n'en faire, jamais. Le discours managérial (celui des instances dirigeantes du Corps) valorise la formation scientifique de ses membres pour la métamorphoser en une capacité de direction d'équipes au plus haut niveau des grandes entreprises françaises – mais jamais vers une carrière scientifique d'excellence s'appuyant sur le mode de sélection de ses membres (la sélection par les mathématiques et la physique)¹³.

Enfin, le troisième décalage ou ambivalence que nous voyons concerne la politique économique elle-même : mais pour l'explicitier, nous donnerons un deuxième cas d'invocation contemporaine de Saint-Simon dans des discours managériaux et politiques.

*

Toujours en milieu polytechnicien, il s'agit du groupe X-Sursaut (créé en 2005), qui a organisé fin 2013 un colloque « Pour un nouveau saint-simonisme » ; son président signe à la même date une tribune de presse titrée « Saint-Simon, reviens, ils sont devenus fous¹⁴ ». Ce discours-là est cependant à distinguer du précédent. Autant l'invocation par Beffa et la Fondation Saint-Simon émane d'un milieu fermé de pouvoir, d'influence, de réseaux, autant l'invocation par X-Sursaut émane d'un cercle beaucoup moins proche du pouvoir réel, associant certes des polytechniciens (généralement pas des X-Mines), mais de manière bien plus large que le cénacle formé par les quelques X-Mines ou inspecteurs des Finances mentionnés à propos de la Fondation. Et l'invocation a une tonalité fort différente – voire discordante –, comme nous l'allons voir.

Chez Beffa, l'invocation saint-simonienne se veut à la fois historique (dans une tradition revendiquée comme telle, même si non explicitement reconstituable) et prospective : elle a un caractère éminemment positif (au sens comtien), visant à infléchir l'action publique. Chez X-Sursaut, c'est plutôt une redécouverte conjoncturelle¹⁵ de Saint-Simon, ne prétendant pas s'inscrire dans une tradition, et plutôt « négative » : elle tend à déplorer ce qui est vu comme le déclin de la France, et le déclin de ses élites – que

de Saint-Simon qui cités dans l'ouvrage.

13. Sur une certaine « aversion » (au sens : ne jamais se tourner vers) du corps des Mines envers la science – sujet rarement documenté – voir ma contribution publique au rapport de Bernard Attali, mission de réforme de l'École polytechnique, juin 2015 (contribution [en ligne](#)).

14. Hubert Lévy-Lambert (XM), *Les Échos*, 19 décembre 2013 ([lien](#)).

15. Lévy-Lambert (X1953) est par ailleurs le fondateur des événements $10n+m$ visant à célébrer les promotions de Polytechnique se terminant par le chiffre m à travers les âges. Le premier de ces événements eut lieu en octobre 2013 pour $m = 3$ (correspondant à la promotion de Lévy-Lambert). C'est dans ce cadre qu'est mise en avant de manière conjoncturelle, parmi d'autres, la figure du saint-simonien Prosper Enfantin (X1813, donc entrant dans cette catégorie $10n+3$).

paradoxalement elle contribue à alimenter par son discours. Elle mêle la nostalgie du temps de la grandeur de l'École polytechnique (notamment grâce aux saint-simoniens acteurs de la Seconde révolution industrielle) à celle d'une grandeur supposée de la France du temps des Trente Glorieuses, période pendant laquelle ces ingénieurs fondateurs d'X-Sursaut ont accompli une partie de leur carrière.

Plus fondamentalement, elle est d'inspiration politique assez différente. La Fondation Saint-Simon – et de nos jours encore l'invocation par Beffa – relève d'une tendance politique de « deuxième gauche » (rocardienne) ; elle visait à convertir une partie de la gauche à une forme de social-libéralisme. Le groupe X-Sursaut, par la voix de son président d'alors, se réclame, lui, beaucoup plus clairement du libéralisme : « L'État ne se mêlait pas de tout faire [...] la finance n'était pas l'ennemi sans visage mais l'outil sans lequel l'entrepreneur ne peut rien¹⁶ ». Quand X-Sursaut se réclame de Saint-Simon, c'est plus en relation à une grandeur industrielle (passée, on l'a dit) qu'à une action économique de l'État dans le domaine des filières industrielles ou des grands projets : en ce sens, cette invocation-là est peut-être plus proche de la pensée originelle de Saint-Simon lui-même, au moins dans sa première période d'admiration du modèle libéral anglais¹⁷.

Signalons cependant que, comme tout rassemblement de mécontents, X-Sursaut (plutôt marquée à droite par son fondateur) ratisse large : y intervient notamment l'ancien député européen communiste Philippe Herzog (X59), économiste, qui rappelle que « Saint-Simon fut le premier à proposer la création d'une Société européenne¹⁸ ». Saint-Simon semble jouer là un rôle fédérateur entre tendances très différentes – (saint) patron d'une sorte d'auberge espagnole.

*

Nous terminerons cette étude prospective en essayant de mettre en perspective historique ce type d'invocations de Saint-Simon : entre la période d'action des seconds saint-simoniens – disons le Second Empire – et nos jours, peut-on retrouver une trace régulière sinon intermittente de cette invocation ?

La réponse n'est pas aisée et mérite investigations complémentaires. Nous attestons d'une invocation de Saint-Simon au corps des Mines entre 1985 et 2015 – peut-être d'ailleurs à contretemps, après la fin de la période des Trente Glorieuses et des grands

16. Lévy-Lambert, 2013, article cité. Fischman & Lendjl confirment une « posture résolument libérale » d'X-Sursaut (in Marianne Fischman, Emeric Lendjel, « De X-Crise (1931-1939) à X-Sursaut (2005- ?) : L'apport des polytechniciens à la réflexion sur le rôle de l'État dans la vie économique », *HAL-SHS*, avril 2008 ([lien](#))).

17. J. Grange (*op. cit.*) cite E. Halévy, « La doctrine économique de Saint-Simon et des saint-simoniens », *Éditions de la Revue du mois* (1908), pour indiquer que « Saint-Simon se sépare progressivement du libéralisme ». Ce magnifique article d'Halévy, limpide et documenté, explique bien la fluctuation de la pensée du Maître vis-à-vis du libéralisme économique ; il cite cette phrase de Saint-Simon dans sa période plus « libérale » : « La société a besoin d'être gouvernée le moins possible » (*L'Industrie*, prospectus, avril 1817).

18. Franck Lirzin (XM, 2003), « Il faut réindustrialiser la France », Compte-rendu dans le journal des anciens élèves de l'X, *La Jaune et la Rouge* (n° 692, février 2014), du 4^e colloque X-Sursaut ([en ligne](#)).

programmes industriels d'État de la France gaullienne et pompidolienne qui justifieraient cette invocation. Nous n'avons pas d'éléments tangibles prouvant la même invocation pendant la période concernée (entre 1945 et 1980). La seule période susceptible de faire un lien avec l'épopée industrielle des saint-simoniens sous Napoléon III serait la grande période d'interrogation des années 1930, notamment avec le groupe X-Crise (dont se réclame le groupe contemporain X-Sursaut). Déceler l'invocation de Saint-Simon dans les utopies managériales de cette époque est un travail qui n'a jamais été conduit de manière systématique, et que nous esquissons ici.

Dans son ouvrage de référence, G. Brun mentionne la revue *Le Producteur*, d'inspiration saint-simonienne ne serait-ce que par son titre, qui était déjà celui d'une revue saint-simonienne, cent ans plus tôt. Paraissant entre 1920 et 1922, elle est « fondée par des intellectuels et des industriels qui se réclamaient du Saint-Simonisme et annonçaient l'avènement d'un monde nouveau¹⁹ ». En 1927, le polytechnicien socialiste Jules Moch (1893-1985) évoque Saint-Simon dans son livre *Socialisme et Rationalisation* ; un autre polytechnicien, lui aussi homme politique socialiste, Louis Vallon (1901-1981) évoque, dans le cadre du Centre polytechnicien d'études économiques (CPEE, ou X-Crise), la sympathie des polytechniciens envers le planisme : « [ce] faisant, nous restons fidèles à la tradition saint-simonienne, déjà centenaire, qui fut celle de nos grands anciens, fondateurs et animateurs de l'économie française moderne²⁰ ». L'homme politique socialiste Charles Spinasse (1893-1969), non polytechnicien mais qui agrégera un certain nombre de polytechniciens dans son cabinet quand il sera ministre de l'économie du Front populaire, leur emboîte le pas²¹ ; à noter que pendant la guerre, Spinasse sera partisan d'une collaboration européenne. Toutes ces figures politiques socialistes de l'entre-deux-guerres²² voient en Saint-Simon le précurseur d'un socialisme non marxiste, et une figure de légitimation qui leur est particulièrement utile dans la recherche d'une 3^e voie, entre communisme et fascisme, qui anime les groupes de réflexion des années 1930.

Et en janvier 1937, le philosophe Célestin Bouglé, directeur de l'École normale supérieure, fait une conférence « Le Saint-simonisme et les polytechniciens » devant le groupe X-Crise ; introduisant la conférence, le président du groupe, Rolland Boris (1877-1957, X1897), évoque l'« actualité intense » des « anxiétés » de Saint-Simon, rappelant chez ce dernier l'unique préoccupation de « l'intérêt général », alimentée par « la

19. Gérard Brun, *Technocrates et technocratie en France, 1918-1945*, Albatros, 1985.

20. *Bulletin mensuel du Centre polytechnicien d'études économiques (X-Crise)*, n°20-21 (mars-avril 1935), p.16.

21. Brun, *op. cit.*, p. 99. On trouve plus tard chez Spinasse, pendant l'Occupation, dans sa revue collaborationniste *Le Rouge et le Bleu*, une invocation de Saint-Simon : mais Spinasse lui reproche d'avoir créé un « impérialisme industriel » pour échapper à « l'impérialisme d'État » (C. Spinasse, « Pour une doctrine sociale française. De Saint-Simon à Proudhon », *Le Rouge et le Bleu*, 20 décembre 1941).

22. Ces hommes politiques se dirigeront pendant la Guerre vers la Résistance (Moch, Vallon) ou la Collaboration (Spinasse) ; même si eux ne sont pas hommes politiques, on retrouve cette variété de parcours chez de nombreux membres des groupes de réflexion de l'entre-deux-guerres (notamment chez les polytechniciens d'X-Crise, dont certains rejoindront la Résistance, d'autres la Collaboration).

passion de la science et du bonheur public²³ ».

Cependant, avec O. Dard, nous aurions tendance à modérer l'importance d'un véritable programme saint-simonien pendant les années 1930 : Dard indique que l'ingénieur polytechnicien J. Coutrot (1895-1941), cheville ouvrière du groupe X-Crise et du Centre polytechnicien d'études économiques, est « souvent rattaché au saint-simonisme [mais] ne mentionne pas dans ses écrits la figure ou l'œuvre de Saint-Simon²⁴ ». Saint-Simon et sa philosophie politique sont évoqués, invoqués, mais plus comme une référence ou une caution historiques que comme un programme d'action – finalement dans ces années 1930 comme dans nos années 2000.

*

Pour conclure, nous pouvons rassembler les deux types d'invocations contemporaines mentionnées. Même si elles développent divers thèmes, elles ont un point commun : une forme de conservatisme des structures d'un ordre socio-libéral, celui d'une France guidée par ses élites polytechniciennes (chez Beffa) ; le caractère parfois réactionnaire d'une nostalgie de la grandeur industrielle de la France (chez X-Sursaut). Est-ce à dire que toute invocation de Saint-Simon dans des discours technocratiques ou managériaux contemporains serait nécessairement empreinte de conservatisme ou de nostalgie ? Il semblerait que non : le discours saint-simonien a un côté universel toujours prêt à ressurgir dans les utopies managériales. Le remplacement d'une élite par une autre élite – par exemple le remplacement des corps d'État ou du « système politico-médiatique » par une élite technoprophétique de dirigeants de start-ups – est un thème qui de nos jours fait florès²⁵.

L'historien J.-B. Fressoz indique (pour le déplorer²⁶) que l'utopie saint-simonienne est la seule utopie à avoir réussi, puisqu'effectivement la France s'est industrialisée au cours des XIX^e et XX^e siècles. Et si cette France industrielle prédite par Saint-Simon est moins flamboyante qu'elle n'a été – d'où les discours mentionnés ci-dessus –, cela ne signifie pas que la pensée de Saint-Simon soit aux oubliettes parmi les « élites » françaises : suffisamment protéiforme et interprétable, elle peut sans doute continuer à séduire – notamment avec la fameuse parabole. En tous lieux, en tous temps, une élite est toujours prête à en remplacer une autre.



23. *Bulletin mensuel du Centre polytechnicien d'études économiques (X-Crise)*, n°35 (1937), p. 7-14 (avec une introduction du conférencier par le président d'X-Crise, Rolland Boris, 1877-1957, X1897). Les cinq pistes d'actualité de Saint-Simon détaillées par ce dernier sont ce que nous avons pu trouver, pour l'instant, de plus complet dans le milieu polytechnicien et managérial de cette période.

24. Olivier Dard, *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1999, p. 364.

25. Travaillant sur la présente communication, j'ai moi-même pu expérimenter ce succès inattendu. Ayant fait un tweet « La parabole de Saint-Simon est vraiment fascinante » (11 novembre 2015 – avec le lien vers le texte de 1819 sur Wikisource), je fus très surpris de le voir retweeté 30 fois (notamment par... Jacques Attali) et lu 13 000 fois.

26. J.-B. Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse: une histoire du risque technologique*, Seuil, 2012.